

# LES MARCHES CITOYENNES pour changer de cap politique

Les conséquences de la politique de rigueur ou, selon l'expression du président de la République, d'austérité, se traduisent par des effets réels et concrets sur les droits des femmes : accord ANI qui grave dans le marbre le temps de travail partiel contraint et la mobilité des salarié-e-s, mais également réformes à venir qui n'annoncent rien de bon. Ainsi, concernant les retraites, ou encore la fiscalisation des allocations familiales qui mettrait fin à ce droit universel.

Vouloir réduire les dépenses publiques comme seul remède à la crise l'aggrave et empêche de prendre des mesures en faveur de l'épanouissement humain. C'est vrai du maintien de la loi HPST, qui continue de faire des ravages en démantelant notre système de santé, au travers notamment des fermetures de maternités ou des regroupements transformant celles-ci en usines à bébés, comme ce serait le cas des Bluets. Sans compter les 5 millions de chômeurs, un « record » inacceptable derrière lequel se cachent tant de drames humains !

Voilà jour après jour la triste actualité, indigne d'un gouvernement de gauche.

Pour nous, féministes/communistes, il est inconcevable de laisser ces milliers de femmes plongées dans le doute, l'amertume, voire la résignation, ou encore la colère stérile. Parmi elles, nombreuses sont les électrices du Front de gauche, mais également beaucoup d'autres qui avaient cru voter pour le changement et qui aujourd'hui s'interrogent face aux choix politiques de ce gouvernement. D'autant que le climat est pollué par l'affaire Cahuzac, qui en rajoute sur le « tous pourris », faisant le jeu d'une Marine Le Pen devenue la dirigeante d'un parti dédiabolisé.

**De cette politique-là, on n'en veut pas, et c'est pourquoi nous serons nombreuses à défiler au sein du cortège féministe le 5 mai contre l'austérité et pour la VI<sup>e</sup> République.**

Notre adversaire, c'est la droite et sa volonté de reprendre le pouvoir ! Que n'avons-nous pas entendu à propos de la loi pour le mariage pour tous, de la part d'une droite décomplexée flanquée d'une extrême droite hargneuse, déversant la violence et la haine ? La seule ambition de l'UMP est de donner à voir qu'elle est rassemblée pour porter un projet de société défendant la famille et la patrie, valeurs de triste mémoire. Et pendant que les feux sont braqués sur cette actualité-là, on ne voit pas sa satisfaction de voir voter l'ANI ou encore la fierté des pigeons d'être enfin entendus par François Hollande !

Il n'est pas possible de regarder sans rien faire ce gouvernement, prétendument à gauche, faire des choix aux antipodes des intérêts du peuple de France. D'où l'importance d'amplifier les mobilisations pour montrer qu'ensemble, on peut changer la donne. **La marche citoyenne du 5 mai se prolongera le 9 juin à Paris avec la Marche des femmes contre l'austérité. L'heure est à l'offensive pour porter, encore et toujours, les propositions alternatives à l'austérité pour les droits des femmes.**

La gauche gouvernementale doit changer de cap. Et c'est possible. Nous venons de le vivre lors du vote du mariage pour toutes et tous car, malgré la pression déconcertante d'opposants de droite et d'extrême droite, toute la gauche a tenu bon.

Comme quoi il est toujours possible de ne pas mettre les pas dans des mesures politiques contraires aux besoins populaires.

Élisabeth Ackermann

## Éminisme Commu

sur le site du PCF  
[www.pcf.fr/femmes](http://www.pcf.fr/femmes)

commission

**Droits des femmes/féminisme**

### AVRIL 2013

#### Activité de la commission nationale

Compte rendu de la réunion de la commission.

Introduction Hélène Bidard Page 2

Relevé de décision de la commission Page 6

Loi ouvrant droit au mariage pour toutes et tous : Marie-George Buffet Page 8

Colette Mô : compte rendu de la rencontre *El Fem* du PGE Page 9

#### Activités unitaires

Marche des femmes contre l'austérité Page 11

Prostitution : vers l'abolition ? Page 12

#### Parution

Présentation de la brochure : *Et si les femmes révolutionnaient le travail ?* Page 13

Agenda Page 14



### RÉUNION DE LA COMMISSION : 6 AVRIL 2013

## introduction débat général

Dans tous les domaines, il est plus que jamais indispensable de s'organiser et de poursuivre nos actions pour préserver les droits des femmes et en obtenir d'autres. Le PCF, ses militant-e-s et ses élu-e-s entendent bien, avec les associations et les institutions, répondre toujours présents pour agir pour l'égalité, la justice et la solidarité envers les femmes de France et du monde.

**Nous sortons du 36<sup>ème</sup> congrès du PCF**, avec une commission *Droit des femmes/féminisme* renouvelée. Laurence Cohen a été réélue à la direction de cette commission et nous sommes nombreuses à être présentes au Conseil national de notre parti.

Je veux rappeler que ce 36<sup>ème</sup> congrès a commencé par un texte, « cri d'alarme », que nous avons poussé à plusieurs voix pour que la question féministe, les droits des femmes et l'Égalité soient portés comme un enjeu central dans la société et donc de l'action du PCF. Nous nous réjouissons que dans la foulée de nombreuses fédérations aient fait le choix de se doter de camarades référentes comme autant de relais partout en France de notre combat féministe. Laurence Cohen, à la tête de cette commission, reviendra sur le sujet cet après-midi. Mais nous ne pouvons commencer sans un mot d'encouragement pour elle, et au travers elle Élisabeth Aeckerman, car un énorme travail d'organisation est aussi devant nous.

Cette commission a besoin de l'engagement de militantes et de militants pour écrire des textes, organiser des initiatives, interpeler élu-e-s locaux et parlementaires, travailler avec les associations et les militantes et militants féministes de France et du monde entier, échanger des idées, promouvoir le droit des femmes et l'égalité, au travers de l'emploi, de la formation, de la culture, du sport et de tout ce qui fait la vie des femmes.

Notre travail commence maintenant.

Nous venons aussi de passer cette **journée du 8 mars**, *Journée internationale des droits des femmes*, qui est l'occasion de rappeler des décennies de luttes et de poursuivre l'action contre les discriminations, contre les violences faites aux femmes, pour disposer pleinement de son corps, pour le droit des femmes au travail bien rémunéré, pour une égalité pleine et entière dans la société. L'histoire est témoin que tout progrès

des conditions de vie des femmes a permis des avancées de civilisation au sein de la cité comme dans le monde du travail.

Pierre Laurent s'est rendu avec les féministes à la manifestation parisienne du 8 mars pour les droits des femmes, une manifestation sous le mot d'ordre de ***l'Alternative à l'austérité***. À l'heure où précarité et flexibilité se conjuguent pour rendre les conditions de travail des salariés, et singulièrement des femmes, de plus en plus difficiles, n'est-il pas temps de bousculer la donne? Or, comme nous l'avons rappelé ce 8 mars, le niveau de rémunération des femmes reste très inférieur à celui des hommes, même à diplôme égal. De plus, huit salariés à temps partiel sur dix sont des femmes. Et, in-fine, elles touchent des retraites inférieures de 47% à celles des hommes.

Ces inégalités sont d'autant plus vives qu'elles se justifient, selon certains, par le rôle social que les femmes auraient implicitement encore à porter dans notre société. Nous refusons l'idée du « salaire d'appoint de Madame » ! Dans le même temps, les femmes réalisent à la maison 80% des tâches domestiques. Les mentalités et le partage des tâches domestiques dans les faits n'évoluent que très lentement contrairement aux idées reçues.

Les coups portés contre le **pouvoir d'achat** touchent de plein fouet les familles monoparentales en premier lieu. La pauvreté touche plus les femmes, surtout lorsqu'elles sont seules et qu'elles cumulent emplois précaires et difficultés d'accès au logement et aux soins. Les femmes sont les principales bénéficiaires du RSA. Elles sont également surreprésentées dans les métiers peu qualifiés (services aux particuliers, agents d'entretien, employées du commerce). Et, dans ces secteurs, la proportion de celles qui travaillent à temps partiel est souvent supérieure à la moyenne. Ce que demandent les femmes, ce n'est pas de dépendre du salaire d'un mari, c'est la reconnaissance de leur travail et de leur place dans la société par un salaire décent. La France est au 127<sup>ème</sup> rang mondial en ce qui concerne les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, 127/134 pays, avec un record de 27% d'écart de salaire en moyenne. Nous attendons une égalité de salaire à travail de valeur égale, et une égalité de fonction.



RÉUNION DE LA COMMISSION : 6 AVRIL 2013

### introduction débat général

Ajoutons que le contexte français, c'est aussi la casse du code du travail, le travail dominical qui s'installe par exemple de façon rampante. Le 8 mars 2013, Najat Vallaud Belkacem a promis dans les 6 mois des sanctions contre les entreprises. Suivons la réalisation de ses annonces. Je rappelle qu'il existe déjà 6 lois sur l'égalité salariale depuis 1972. Nous voulons une obligation de résultats des entreprises ce qui nécessite des sanctions financières fortes.

**L'accord appelé « ANI »**, signé par des syndicats minoritaires et le MEDEF, va contribuer à précariser l'emploi dans notre pays. Si tous les salariés sont touchés, les femmes vont cumuler de nouveaux handicaps alors que le plafond de verre qui les oppresse n'est toujours pas explosé.

Premièrement, cet accord facilitera grandement les suppressions d'emplois. En effet, les procédures de licenciements économiques seront raccourcies et simplifiées. Le texte prévoit, par ailleurs, la modulation du temps de travail des contrats à temps partiel. L'employeur pourra notamment modifier la durée du travail des salariés jusqu'à huit fois dans l'année.

De plus, l'accord ne remet pas en cause l'utilisation du temps partiel imposé. À l'inverse, il le fait progresser comme un instrument permettant d'adapter les effectifs aux variations de l'activité d'une entreprise. Enfin, un véritable chantage va pouvoir être imposé aux salariés. Pour garder leur emploi, ces derniers pourraient être contraints d'accepter soit une diminution de leurs salaires, soit une augmentation de leur temps de travail pour le même niveau de rémunération.

Premières victimes de la précarité dans l'emploi, comme je l'ai montré précédemment, les femmes subiraient de plein fouet ces mesures, si elles étaient traduites dans une loi. Pour rappel, les femmes sont également, majoritairement, cantonnées dans des filières professionnelles peu rémunérées, comme l'aide à domicile des personnes ou les secteurs sanitaires et sociaux.

Face à l'austérité et à la crise systémique du marché de l'emploi, le gouvernement ne peut pas s'engager dans la transcription d'un accord aussi néfaste. Quelles mobilisations des femmes, premières victimes du sous-emploi et du travail précaire, pouvons-nous imaginer, aux côtés des syndicats majoritaires dont la CGT, pour engager une réforme de notre droit du travail, afin

qu'émerge enfin une véritable sécurité professionnelle pour l'ensemble des travailleurs?

**Une manifestation avec le Front de gauche** est prévue pour porter l'exigence de l'alternative à l'austérité le 9 juin. Elisabeth en reparlera dans la matinée.

Ce 8 mars, avec les commissions santé et féminisme du PCF, Pierre Laurent était également à la maternité des Bluets pour entendre les professionnels parler des conditions d'accueil des futures mères ou des femmes ayant recours à une IVG.

**Le droit à la santé, et plus précisément le droit à disposer de son corps**, reste en France, en Europe, comme partout dans le monde, un très bon baromètre du droit des femmes.

Au début de son mandat, le gouvernement a annoncé une très bonne nouvelle, le remboursement à 100% des IVG. Toutes les IVG seront prises en charge intégralement à partir de 2013. À cette mesure s'ajoute celle visant à assurer l'accès à la pilule gratuite pour les jeunes femmes de 15 à 18 ans. Nous nous félicitons de cette grande avancée attendue depuis des années. Si nous ne boudons pas notre plaisir, nous nous interrogeons : comment mettre en place ces mesures, au plus près de la vie des femmes ? Nous voyons bien malheureusement les difficultés que connaissent dans leur application ces mesures. Comment garantir un anonymat pour les jeunes filles alors que tout passe par la carte vitale de leurs parents ? Comment pratiquer des IVG et garantir la gratuité et l'accès à un médecin dans l'anonymat et à une contraception de haut niveau, dans le cadre de la loi Bachelot sur la santé ? Et sans revenir sur les suppressions de centres dans les hôpitaux ? Ainsi non seulement la loi Bachelot ne permet pas de répondre aux besoins, mais elle ne permettra même pas de créer les conditions de mettre en œuvre la politique gouvernementale actuelle ! Mises à part les grossesses pathologiques, la maternité n'est pas une maladie, il faut donc la sortir des logiques de la T2A.

Pour permettre à toutes les femmes vivant sur le territoire français de disposer pleinement de leur corps, quelle politique et coordination de la prévention est possible dans un système de santé que l'on organise avec une tarification à l'activité, au contraire pour être concurrentielle ? La





RÉUNION DE LA COMMISSION : 6 AVRIL 2013

### introduction débat général

liberté de disposer de son corps dans les meilleures conditions ne devrait subir aucune contradiction en France.

Comme je ne peux pas tout évoquer dans le rapport, j'ai fait le choix de ne pas parler de la lutte contre le système prostitutionnel ni de la lutte contre les violences faites aux femmes et l'aliénation des corps. Nous y reviendrons dans le débat.

Plus que jamais nous devons **œuvrer à rendre politique ce qui paraît inégalitaire** et injuste pour les gens. Il nous faut nous exprimer avec force, mais pas seulement entre nous, au sein du PCF. Nous posons au travers de l'égalité femmes/hommes la question d'un rassemblement majoritaire de gauche pour gagner de nouveaux droits pour les femmes et amener ainsi l'ensemble de la société vers l'égalité et des progrès humains pour tous.

Dans tous les domaines, le rouleau compresseur libéral atteint les droits des femmes. En Europe, il y a une logique globale, celle du traité de Lisbonne et du Pacte de stabilité qui se décline.

La préparation de l'**Alter sommet, qui se tiendra les 7 et 8 juin à Athènes**, permet de nouvelles coopérations entre mouvements, citoyens, syndicats et forces politiques pour faire face aux politiques austéritaires et refonder l'Europe. Notre parti est pleinement engagé dans sa réussite.

Notre commission, au travers du PCF et du Front de gauche, a une utilité à gauche si nous sommes en capacité d'ouvrir de larges débats en échos aux problématiques qui se posent dans notre société.

Un exemple sur la question de la **réforme des rythmes scolaires** : nous sommes tous d'accord sur le constat : l'échec de la réforme Darcos, la catastrophe de la semaine de 4 jours pour le rythme des enfants. Face à cela, il est nécessaire de reconnaître, à leurs justes coûts, le travail de l'éducation nationale et des animateurs de la ville de Paris, si je prends l'exemple de la ville où je suis élue. Mais le problème des rythmes scolaires cache aussi en réalité la difficulté des familles et particulièrement des femmes à organiser leur vie familiale souvent en contradiction avec les heures de travail. La garde des enfants, les activités extra-scolaires en général coûtent très cher aux familles. Loin de permettre une égalité des chan-

ces, ce coût a des conséquences sociales de reproduction des inégalités. Plus qu'une réforme sur les « rythmes scolaires », un grand débat sur l'école et sa place dans la société est nécessaire.

**La droite déchaînée** a longtemps gagné les consciences. Si la gauche a gagné les élections présidentielle et législatives, la droite, le MEDEF et les porteurs de régressions n'ont pour autant pas perdu de terrain dans les têtes.

Ainsi, en période de crise, le patriarcat a la peau dure et reprend du poil de la bête. Le débat parlementaire pour établir une égalité au travers du **mariage pour tous** a été l'occasion d'un déchaînement des sexismes les plus régressifs. La loi dit tout simplement que le mariage est un droit, à un projet de vie partagé basé sur l'amour et le respect de l'autre. La loi dit qu'il n'est pas acceptable que les couples homosexuels en soient écartés. La loi dit que ces couples ont le droit de fonder une famille. Un droit au mariage qui veut dire un droit aussi au divorce pour tous!

Lors de ce débat, les conservateurs se sont déchaînés avec en toile de fond un rôle social assigné à « la mère au foyer » et au « nom du père ». Au passage, mélangeant le droit des enfants au « droit à l'enfant ». C'est bien le modèle patriarcal rabaisant le droit des femmes qui est derrière cette discrimination faites aux gays, lesbiennes, bi et transsexuels. C'est bien le modèle patriarcal qui a fondé l'écriture des codes régissant officiellement encore le droit de la famille en France. En ce sens, le mariage pour tous est à l'inverse une avancée pour le féminisme.

Ce débat nous a montré aussi que même lorsqu'il y a une opposition déchaînée, la gauche rassemblée peut faire de grandes choses et produire des avancées sociales. En s'opposant fermement à la marchandisation des corps au travers du refus de la gestation pour autrui (GPA), et dans le même temps en luttant pour l'égalité au travers du mariage pour tous et du droit à la procréation médicalement assistée (PMA) quelle que soit l'orientation sexuelle des femmes, la majorité de gauche a livré une belle bataille qui en appelle d'autres.

La crise économique est rude, la crise politique tout autant. Les promesses non tenues, la non mise en place du droit de vote des étrangers



RÉUNION DE LA COMMISSION : 6 AVRIL 2013

### introduction débat général

extra-communautaires, Le cumul des mandats, les affaires Cahuzac, Sarko, entretiennent l'idée du « tous pourris », de la caste politique au pouvoir, et le désespoir démocratique. Beaucoup sont aujourd'hui résignés, **beaucoup de femmes s'isolent dans leurs comportements individuels et collectifs**. Les régressions sont grandes dans notre société ou montent l'extrême droite et les fondamentalismes religieux.

La société ne donne pas aux femmes la place qui leur est due. Un exemple : le saviez-vous, au total à la **télévision, seulement 35% des personnes qui passent à l'écran sont des femmes !** Voici une statistique qui peut paraître étonnante au XXI<sup>e</sup> siècle, produite par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avec TNS et le baromètre de la diversité. Plus précisément, les femmes qui passent à l'écran sont 33% dans l'information, 34% dans les fictions, 35% dans les documentaires et les magazines, 40% dans les divertissements, 14% dans les sports. Ceci était déjà de notoriété publique lorsque l'on parle des discriminations des « minorités visibles ». Une TV qui est donc loin d'être représentative de la société française. Les femmes représentent pourtant 52% de la population. La parole des femmes, dans tous les domaines, serait-elle moins importantes que celles des hommes ? Et en plus on sait aussi qu'en moyenne les femmes journalistes, actrices, présentatrices, sportives, sont moins rémunérées que leurs collègues hommes. Nous refusons l'irresponsabilité des chaînes, des marques, des publicitaires, des autorités de l'audiovisuel.

« Des régressions, un recul, au mieux pas d'avancées », c'est ce qu'on entend parfois, mais ce constat est trop partial.

Mesurons aussi le phénomène qui grandit, **des groupes d'actions féministes**, les *Femen*, ces jeunes femmes venues d'Ukraine qui montent des happenings seins nus, *La barbe*, ces jeunes femmes françaises diplômées qui interviennent dans des hauts lieux de décisions avec des postiches pour dénoncer l'absence des femmes dans les lieux de pouvoirs et beaucoup d'autres. Le journal *Causette*, qui a bien senti aussi ce mouvement des femmes et ce qui est qualifié parfois de « retour du féminisme ». Je pense, sur un autre plan, aux coups d'éclats des femmes révoltées, dans les pays du Maghreb, qui prennent tous les risques pour leurs droits et des avancées démocratiques dans leurs pays.

Que nous disent ces phénomènes ? D'abord que **DES femmes**, souvent très jeunes, sont révoltées face aux injustices que leur impose la société parce qu'elles sont femmes. Qu'il y a une envie d'action et de radicalité face à ce qui apparaît comme intolérable dans notre société au XXI<sup>e</sup> siècle. Je crois qu'il y a là, en écho dans la société, quelque chose qui se cherche et que la politique et plus précisément que notre commission du PCF et le mouvement féministe ont des réponses à apporter à cela. Il y a une envie d'autre chose qui est profonde.

Les luttes des Lejaby, les Licenciées, les Virgins, les Monoprix, **les luttes de femmes salariées**, si elles sont souterraines et éparpillées par la structure même du travail des femmes, n'en sont pas moins elles aussi existantes. Des associations comme femmes-égalité émergent et rejoignent le Front de gauche.

Nous pouvons amener sur nos territoires et au travers des élu-e-s dans les institutions des convergences. Cela peut paraître ambitieux, mais nous pouvons participer fortement à donner un sens au féminisme du XXI<sup>e</sup> siècle et donc à l'émergence de progrès sociaux pour toutes et tous.

Dans notre calendrier, je terminerai sur la préparation des échéances électorales et notamment **les municipales de 2014**, je ne reviendrai pas sur tout ce que nous avons pu en dire pendant le congrès du PCF, sur l'importance de l'enjeu.

Attention, sur tous les territoires, à la manière dont nous construisons la parité, c'est maintenant qu'il faut agir. Même avec la parité, en France les femmes sont 40% du personnel politique et seulement 18% dans les exécutifs - moyenâgeux ! Sur le fond, nous devons maintenant être pleinement dans le travail pour construire des projets municipaux féministes et cela, le plus largement possible.

À Paris, nous travaillons collectivement à des bilans de mandat et nous dégagons des perspectives municipales pour faire de Paris la capitale exemplaire de l'égalité.

L'enjeu démocratique est grand, car il est grand temps de construire des projets municipaux par et pour les femmes partout en France.

Hélène Bidard





# RÉUNION DE LA COMMISSION : 6 AVRIL 2013

## relevé de décisions

Le 6 avril dernier s'est tenue notre commission nationale renouvelée suite à notre congrès, sa réunion a été très dynamique, avec une participation de 19 camarades (et 12 excusées).

Les participant-e-s ont souligné que la façon dont nous avons préparé le Congrès, avec un texte féministe, en amont, a permis de donner visibilité et souffle à notre engagement. Soutenue par Pierre Laurent et Pierre Darrheville, notre démarche a notamment permis de relancer des commissions départementales *Droits des femmes/féminisme*. Mais il faut rester vigilantes et vigilants, notamment dans cette période pré-municipale.

Le débat s'est alors engagé sur la situation sociale, économique et politique des femmes en écho au rapport présenté par Hélène Bidard.

Les mêmes recettes austéritaires employées en Europe engendrant les mêmes effets dramatiques pour toutes et tous, on constate des difficultés amplifiées pour les femmes. La casse des services publics, « le tout marchandise », appliqué avec de plus en plus de cynisme, ont des conséquences dans de nombreux secteurs : santé, logement, aide à la personne, éducation nationale, garde des enfants...

Beaucoup d'interventions également sur les violences faites aux femmes, y compris notre positionnement sur la prostitution. Avec en toile de fond, la dénonciation de la dérive du débat idéologique où le désir masculin est « reconnu » comme tout puissant (ainsi par exemple pour les assistantes sexuelles).

Bien entendu, les questions concernant la PMA et la GPA, dans le prolongement du débat sur le mariage pour toutes et tous ont suscité des échanges passionnants et passionnés.

Par ailleurs, de nombreuses régions étant représentées, on a abordé la situation des femmes en zone rurale, ce qui n'est pas habituel dans notre commission. Leurs conditions de vie et de travail sont catastrophiques, avec une explosion des familles monoparentales, de plus en plus de retraitées, de veuves/exploitantes agricoles qui connaissent la misère. Isolement d'autant plus important que les transports en commun sont quasi absents.

Enfin, une intervenante exprime le besoin de revenir à la théorie : qu'est-ce que le féminisme ? Y a-t-il un féminisme communiste ?

## PROPOSITIONS

### Pouvoir disposer de son corps

Brochure sur la GPA à partir d'auditions, du type de celle rédigée, en collaboration avec la Fondation Péri : ***Et si les femmes révolutionnaient le travail ?***

### Austérité

Matériel spécifique sur l'austérité, avec notamment un décryptage de l'ANI.

Mise à disposition de l'exposition réalisée par la FD 94 et rendue publique à la Fête de l'Huma de septembre dernier.

### Internationalisation des luttes

Colloque ayant pour thème : ***Les femmes, actrices des changements, des révolutions.***

### Communication

Mieux utiliser les moyens techniques à notre disposition, Facebook par exemple ; poursuivre et améliorer la diffusion de notre bulletin interne.

### Élections

Municipales : afin de favoriser la prise de responsabilités des candidates, têtes de liste, maires, membres de l'exécutif... élaboration d'une contribution écrite sur le partage des pouvoirs, autrement dit la parité.





## activité de la commission nationale

RÉUNION DE LA COMMISSION : 6 AVRIL 2013

### relevé de décisions

## LA MARCHÉ DES FEMMES CONTRE L'AUSTÉRITÉ LE 9 JUIN PROCHAIN

Difficultés pour les participantes de se saisir de cette proposition. Comment articuler cette initiative avec les plans de travail locaux ou départementaux ?

Mais le débat montre qu'une telle initiative répond à l'urgence de la situation des femmes et peut susciter un certain allant.

Ainsi donc, travailler à élargir l'appel signé par plus de 100 femmes (dans un premier temps), faire en sorte que cette *Marche* soit soutenue par de nombreux hommes, ne pas oublier de noter les partis politiques et les réseaux qui

souhaitent être parties prenantes en tant que tel-le-s.

Faire en sorte d'organiser le plus possible de départs collectifs pour marcher sur Paris, mais imaginer des initiatives en régions quand le voyage vers Paris pose de trop grosses difficultés.

### Matériel

**Modèle de lettre d'invitation**

**Maquette d'affiches et d'affichettes**

**Faire vivre l'événement sur Facebook**

## MÉTHODES DE TRAVAIL DE NOTRE COMMISSION

Besoin de réunir notre commission environ tous les deux mois.

Mise en place de groupes de travail thématiques dans lesquels il est souhaitable que chacune et chacun puissent s'inscrire. Penser à utiliser les moyens modernes (conférences téléphonées, skype, ovoo...)

La communication n'est pas notre point fort. Le bulletin interne est apprécié, bon lien entre nous, mais de gros progrès restent à faire sur notre communication externe, notamment pour faire connaître le travail produit !

Laurence Cohen

### GROUPES DE TRAVAIL

#### Santé, droit de disposer de son corps (contraception, IVG, maternité, PMA, GPA)

Dominique Tripet : [domtripet@yahoo.fr](mailto:domtripet@yahoo.fr)

Jocelyne Fildard : [fildardj@wanadoo.fr](mailto:fildardj@wanadoo.fr)

Elsa Kaczmarek : [elsakacz@gmail.com](mailto:elsakacz@gmail.com)

#### Violences et prostitution

Maryse Kérampran :  
[maryse.kerampran@wanadoo.fr](mailto:maryse.kerampran@wanadoo.fr)

Jocelyne Fildard : [fildardj@wanadoo.fr](mailto:fildardj@wanadoo.fr)

Dominique Tripet

#### Emploi

Christine Vernon : [cver57@aol.com](mailto:cver57@aol.com)

#### Démocratie et parité

Colette Mô : [colettemo@gmail.com](mailto:colettemo@gmail.com)

Olivier Christol : [Christol.olivier@wanadoo.fr](mailto:Christol.olivier@wanadoo.fr)

Céline Mazeau : [mazeauceline@gamil.com](mailto:mazeauceline@gamil.com)

Maryse Kérampran

#### Europe

Colette Mô : [colettemo@gmail.com](mailto:colettemo@gmail.com)

Marine Malberg : [mmalberg@pcf.fr](mailto:mmalberg@pcf.fr)

Céline Mazeau

#### International

Sévim Fontaine : [sevimfontaine@hotmail.fr](mailto:sevimfontaine@hotmail.fr)

Marine Malberg

#### Communication

Céline Mazeau



### MARIE-GEORGE BUFFET, DÉPUTÉE DE SEINE-SAINT-DENIS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## loi ouvrant le mariage à tous les couples

Dans quelques instants, par un vote solennel, nous allons ouvrir à toutes et tous le droit au mariage. C'est une avancée majeure dont notre pays peut être fier.

Depuis des années, des hommes et des femmes se battent contre les discriminations liées à l'homosexualité. Le cœur de ce combat, n'est pas la reconnaissance d'un statut particulier, spécifique, non, c'est seulement une formidable exigence d'égalité.

Notre république est fondée sur ces valeurs : liberté, égalité, fraternité. Elle ne peut admettre que des discriminations frappent ses enfants. En France, l'homophobie est un délit. La justice aura à le rappeler aux individus et groupuscules d'extrême droite auteurs, ces derniers jours, de violences homophobes. Mais, notre république doit aller plus loin, elle doit assurer l'égalité des droits, c'est l'objet de ce projet de loi.

Je suis étonnée de la polémique lancée par l'opposition sur la durée et la teneur du débat parlementaire.

Le débat sur le mariage pour les couples de même sexe est depuis très longtemps présent dans la société, il a permis à l'égalité de se frayer un chemin dans le dédale de tous les à priori et préjugés. Il était temps de légiférer !

Nos échanges, à part quelques moments de tension... ont porté sur le fond. Le débat a questionné des pans entiers de notre expérience sociale et humaine. Face à la vision statique de la famille des opposants à ce projet de loi, nous avons donné à voir de son évolution au fil de l'histoire de nos sociétés.

La famille a bougé. Les femmes sont sorties de leur statut premier de reproductrices grâce à leur combat contre le patriarcat. Elles ont gagné leur indépendance et la maîtrise de leur fécondité. La famille s'est conjuguée : monoparentale, homosexuelle et recomposée.

Aussi, il est temps, chers collègues, de mettre le droit en accord avec le fait.

Les opposants à ce texte nous présentent le mariage comme une institution basée sur l'alté-

rité, un père, une mère et la filiation, alors que d'ores et déjà, le mariage est un droit. Le droit pour chaque individu, quelle que soit son identité sexuelle, de se donner un projet de vie avec la personne qu'il aime et de fonder famille.

Tout au long de ce débat, l'opposition a opposé au mariage pour toutes et tous les droits des enfants. Mais, justement, cette loi va permettre à de très nombreux enfants d'avoir enfin des parents de « plein droit » pour être des enfants de « plein droit ».

Car, ce qui importe le plus pour les enfants, c'est bien l'amour qui les entoure, la démarche éducative comme la protection accordée par leurs parents ! Les droits des enfants, ce sont les droits à la santé, à l'éducation, au bien être... quelle que soit l'identité sexuelle de leurs parents.

Hier, dans le journal *L'Équipe*, l'ancienne attaquante de l'équipe de France de football, Marinette Pichon, donne une belle interview en faveur de ce projet de loi, après avoir dit : « On veut vivre nos vies, on ne veut pas prendre les droits de Pierre, Paul ou Jacques », elle termine ainsi : « J'ai une femme que j'aime et qui m'aime, on a un grand garçon bien dans ses pompes, équilibré, on a réussi à construire notre petite famille, avec nos convictions nos valeurs, oui on est heureuses ! »

L'adoption de cette loi, va avoir un retentissement au-delà de nos frontières. La France pourra agir au plan international contre l'homophobie d'État en affirmant ses valeurs.

Nous vivons un beau moment. C'est un bonheur de pouvoir voter votre projet de loi et ainsi, d'assurer à toutes et tous, la possibilité de vivre leur amour en toute quiétude, dans une société plus humaine.

Vous avez mené, Mesdames (les ministres), un beau combat.

Après l'adoption de la loi, ne tardez pas sur les décrets !

### COMPTE RENDU

## réunion d'*El Fem* des 16 et 17 février à Madrid

Les partis représentés: Alliance de gauche (Finlande) ; Akoa/Syriza et Synaspismos/Syriza (Grèce) ; PCF et PG (France) ; ELFEMA et CPA (Autriche) ; Rifondazione comunista (Italie) ; Alliance rouge et verte (Danemark) ; Gauche unie, EUIA et PCE (Espagne).

La réunion du réseau féministe *El Fem* des partis membres du Parti de la gauche européenne s'est tenue à Madrid les 16 et 17 février 2013.

Cette rencontre a permis de constater les mêmes mécanismes d'oppression envers les femmes dans tous nos pays. Nous constatons que les attaques contre les droits des femmes n'arrivent pas à la même vitesse d'un pays à l'autre et ciblent des domaines différents et dans un ordre différent aussi.

Pourtant, ce que nous pouvons noter de commun concerne le travail et l'économie, en effet, tous les pays représentés lors de la réunion sont touchés par les régressions autour des salaires et de l'emploi. Quelques exemples.

La Finlande, qui a un taux d'emploi des femmes meilleur que dans les autres pays, recule au niveau de l'égalité des salaires et, comme chez nous, les employeurs échappent aux lois d'égalité femmes/hommes et continuent à ne pas reconnaître l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes.

En Grèce, toute la population est touchée par les mesures d'austérité et les femmes, déjà précarisées, se retrouvent seules pour faire face à la misère. Dans ce pays, aujourd'hui, des femmes sont contraintes de placer leurs enfants dans des institutions car elles ne peuvent plus les nourrir...

En Suède, le sujet de la maternité continue à être mieux traité que dans d'autres pays, mais en Suède aussi, de plus en plus de femmes ne retrouvent pas leur emploi après la naissance d'un enfant et elles sont de plus en plus nombreuses à vivre avec des allocations hors de la vie professionnelle.

Chaque représentante des partis de différents pays alerte sur la disparition des services publics et dénonce la responsabilité des États qui comptent sur le travail gratuit des femmes pour pallier les manques (santé, éducation et petite enfance, prise en charge des soins aux personnes âgées...). Tous les domaines sont touchés au prétexte de la crise.

Par exemple, en Espagne. Dans ce pays, une loi cadre contre les violences faites aux femmes avait été votée il y a quelques années mais, depuis peu, une nouvelle loi est en vigueur qui oblige les femmes à payer les frais de procédure intégralement, ces frais sont élevés et les femmes renoncent à porter plainte. Cette nouvelle mesure remet en question la loi pourtant votée contre les violences.

Les femmes migrantes rencontrent dans tous les pays de l'UE la montée du racisme et les trafics de femmes se répandent en toute impunité.

Le constat des difficultés grandissantes des populations en général et des femmes en particulier est commun pour chaque représentante présente. Pour chacune, la rupture avec le système capitaliste et le refus de l'austérité font partie de leurs engagements féministes ; nous affirmons que l'austérité est une réponse mortifère pour nos droits, pour l'égalité et pour l'évolution de nos sociétés. La crise n'est pas une fatalité, les femmes ne doivent pas payer à la place des banques (nous rappelons qu'1% des richesses dans le monde appartiennent aux femmes).

Les résistances existent, par exemple en Grèce, où les femmes organisent la solidarité (qu'elles définissent comme un moyen d'organiser les femmes à l'inverse de la charité) et participent à créer des solutions alternatives. En Grèce, c'est une urgence car l'austérité frappe la moitié de la population et des milliers de personnes perdent chaque jour leur travail. La misère est visible et on voit dans les rues des femmes avec leurs enfants faire les poubelles pour se nourrir.

Dans tous les pays où la pauvreté s'installe, la prostitution augmente ainsi que les viols, les violences et les crimes racistes .

Tous les constats que nous faisons nous indiquent qu'il est urgent qu'ensemble nous agissions et que nos voix et nos propositions soient entendues et prises en compte. Comment être utiles ?

Une déclaration commune est écrite à l'occasion du 8 mars, elle est proposée au PGE et reprend l'ensemble de nos revendications.

Les Autrichiennes avancent qu'il est nécessaire que cesse l'exploitation des femmes au travers du travail gratuit qu'elles effectuent, elles proposent de réfléchir à un « revenu de base » minimum et inconditionnel, elles défendent l'idée qu'il



### RÉUNION D'EL FEM

s'agit d'un outil pour lutter et promouvoir la justice sociale. Elles pensent que ce revenu permettrait aux femmes de refuser les temps partiels sous payés et aurait l'intérêt de faire réagir les employeurs. Cette proposition de revenu de base rencontre l'approbation des représentantes de Grèce et d'Italie, mais n'est pas retenu par le PGE. Il est décidé de poursuivre la réflexion autour des questions que soulève la notion de travail gratuit.

Autre question soulevée : le salaire minimum, exigence d'un salaire minimum dans tous les pays de l'UE et exigence de sa revalorisation au plus haut et à l'identique (en Grèce, le salaire minimum s'élève à 500 euros et un projet existe pour le baisser encore). Cette revendication a le mérite d'aller à l'encontre des mesures d'austérité et va dans le sens d'une Europe plus sociale.

Un autre point commun existe entre toutes les féministes engagées dans des partis politiques, c'est la difficulté à rendre incontournables les idées féministes et particulièrement leur prise en compte dans les analyses politiques. Cette constatation, si elle est commune n'en reste pas moins variable selon les partis et les pays.

Par exemple, la France et l'Espagne (le PCF, le PG et le PCE) ont choisi la parité dans les instances de leurs partis (même si elle disparaît parfois au niveau de certaines commissions ou exécutifs), l'Italie et la Grèce ne l'appliquent pas du tout, certains partis appliquent la politique de quotas 25% ou 30 selon les cas...

Chaque représentante féministe présente dénonce combien il est difficile de faire passer un discours féministe dans les analyses de nos partis, chacune remarque qu'il est toujours nécessaire d'être vigilantes car les régressions arrivent très vite et le machisme est toujours en embuscade. Le fait que très peu d'hommes reprennent un discours féministe montre qu'il reste beaucoup de chemin à faire (les questions d'égalité et de lutte contre l'oppression du système patriarcal sont toujours portées par des femmes).

Problèmes aussi en périodes électorales ou les postes éligibles sont encore majoritairement réservés aux hommes...

En conclusion : l'assignation de genre touche la société toute entière et les partis membres du PGE n'y échappent pas .

L'une de nos camarades, membre de Synaspismos, alerte notre assemblée et demande le soutien d'El Fem. En effet, la Grèce traverse un moment crucial tant au niveau des régressions sociales que des luttes qui s'organisent, notre camarade décrit une gauche qui oublie les revendications d'égalité femmes/hommes et refuse d'appliquer la parité. Nous sommes bien entendu solidaires des féministes grecques, mais n'allons pas jusqu'à signer une motion comme demandé. Toutefois, il est réaffirmé que le PGE doit veiller à ce que tous les partis membres appliquent les engagements d'égalité et de parité.

Nous nous engageons à améliorer la participation des femmes, particulièrement des féministes, lors de l'Université d'été (juillet) ainsi qu'au prochain congrès (décembre).

Un groupe de coordination est nommé, de 6 représentantes : PCF, PG, PCE, Rifondazione comunista, Synaspismos/Syriza, PC autrichien.

Ce groupe doit préparer les deux moments forts pour le PGE (Université et congrès), il doit travailler sur des propositions de thèmes et de contenus, nous voulons que des propositions fortes contre l'austérité, les violences, en faveur de la lutte contre le sexisme, de la place des femmes migrantes, soient débattus durant l'Université du PGE et le congrès. Le texte féministe mis en débat dans le PCF lors du dernier congrès pourrait servir d'exemple.

Le travail du groupe a commencé, la réunion de Madrid a été de très bonne qualité et donne de la force à chacune d'entre nous pour continuer la lutte pour une société sans sexisme et libérée des dominations de l'argent.

Colette Mò



# MARCHE DES FEMMES contre l'austérité et pour vivre mieux

Dès septembre 2012, à l'appel des féministes du Front de gauche, un cortège féministe défilait contre le traité européen. Depuis cette date, d'autres initiatives unitaires sont venues nourrir l'idée d'appeler à la marche des femmes contre l'austérité.

À ce jour, plus de 100 personnalités féministes de tous horizons, militantes politiques, syndicales, associatives, artistes, juristes sont signataires de cet appel. Il est maintenant à la disposition des milliers de femmes qui exigent de la part du gouvernement d'autres choix politiques tournant le dos aux injonctions de l'Europe et à l'austérité.

Cette marche des femmes contre l'austérité, c'est aussi pour affirmer que nous ne voulons pas du retour de la droite et encore moins de celle de l'extrême droite. Nous voulons une gauche ferme sur

ses principes, appliquant une politique répondant aux besoins humains. La marche des femmes contre l'austérité pour vivre mieux, aura lieu **le dimanche 9 juin 2013 à Paris**, une manifestation de rue qui se veut dynamique, offensive et festive.

L'Appel à signature est à la disposition de toutes et tous, faites signer autour de vous. Toutes et tous seront les bienvenues lors de cette marche, il est donc important pour réussir ce rassemblement de s'organiser pour des départs collectifs, récolter des fonds nécessaires aux frais de transports, inventer toutes formes d'initiatives pour préparer et réussir la marche des femmes.

Des tracts et affiches vont vous parvenir. Ci-dessous l'appel soumis à la signature du plus grand nombre.

<http://www.femmescontreauusterite.com>

## FEMMES DEBOUT CONTRE L'AUSTÉRITÉ nous refusons de trinquer !

Politique d'austérité budgétaire, poursuite des politiques d'« abaissement du coût de travail » et de « flexibilité du marché du travail ».

Un nouveau budget de l'État qui entérine des coupes sombres dans les dépenses publiques alors que, dans un même temps, les patrons se voient offrir 20 millions d'euros d'allègement de leurs cotisations.

Un accord dit sur la « sécurité de l'emploi » signé entre les organisations patronales et trois syndicats de salariés qui sont minoritaires. Accord qui va faciliter les licenciements et qui valide l'utilisation du temps partiel comme variable d'ajustement à l'activité des entreprises. Accord qui autorise l'utilisation du chantage à l'emploi pour imposer la diminution des salaires.

Complétons ce décor en rappelant une augmentation dérisoire du Smic, sans oublier les menaces qui planent sur la Sécurité sociale, les indemnités de chômage et le système des retraites.

**Incontestablement, c'est nous, les femmes, qui sommes aux premiers rangs du temps partiel imposé, des bas salaires et de la pauvreté.**

**Indiscutablement, nous sommes très majoritaires à vivre la précarité et les retraites au rabais, et nous sommes également touchées par les licenciements boursiers.**

**C'est nous qui formons sans conteste la majorité des salariés de l'État et des collectivités territoriales, nous sommes les premières utilisatrices des services publics, c'est une réalité. Mention-**

**nons en particulier la santé publique, dont la casse, à travers la fermeture des centres d'IVG, lamine nos droits fondamentaux à la contraception et à l'avortement. Comme la fermeture des maternités qui met nos vies en danger.**

**Nous, les femmes, nous subissons au premier plan la politique d'austérité. Alors que ceux d'en haut, les riches, patrons et financiers continuent à amasser des fortunes.**

Nous refusons cette politique que le gouvernement, le patronat et l'Union européenne veulent nous imposer.

Notre révolte est grande et notre résistance tenace. Nos mobilisations sont multiples et déterminées.

Femmes salariées, femmes retraitées, femmes des quartiers, femmes sans-papiers, militantes syndicalistes, associatives, féministes, et politiques, nous ne pouvons et nous ne voulons plus attendre. Notre situation doit changer.

Nous exigeons des mesures concrètes et immédiates : augmenter les bas salaires et les minimas sociaux, combattre la précarité, interdire les contrats à temps partiel imposé et les licenciements boursiers. Nous voulons des services publics suffisants et de qualité dans la santé, l'éducation nationale, la petite enfance, la perte d'autonomie et le logement.

Cela exige un changement profond et radical, un véritable bouleversement de politique.

**faisons entendre nos voix, portons nos exigences  
marchons ensemble contre la politique d'austérité  
refusons de trinquer !**

# PROSTITUTION vers l'abolition ?

Le 13 avril dernier, le collectif *Abolition 2012*, composé de 53 associations féministes, a organisé une grande initiative de témoignages et de débats à la Machine du Moulin Rouge à Paris.

Pierre Laurent participait au point presse, étant retenu l'après-midi par le Conseil national de notre parti, convoqué en urgence du fait de la gravité de la situation politique (austérité et affaire Cahuzac).

Marie-George et moi-même sommes intervenues au cours de deux débats, rappelant les positions du PCF, premier parti abolitionniste. Nos contributions ont été appréciées, car nous ne nous sommes pas contentées de dénoncer, nous avons également avancé des propositions pour changer les choses.

Construire ensemble une société sans prostitution et obtenir l'adoption d'une loi d'abolition du système prostituteur ont été les deux engagements défendus par les nombreuses personnalités, artistes, responsables syndicaux, associatifs, politiques présent-e-s à cette journée. Mais la bataille contre l'État prostituteur a été également revendiquée par trois anciennes prostituées dont les témoignages bouleversants ont ému l'assistance.

Une journée de rassemblement importante contre la prostitution, l'une des terribles violences exercées majoritairement contre les femmes.

Mais quelques critiques. Pas de débat contradictoire, mettant tous les intervenants à égalité dans un beau consensus, ce qui est loin d'être le cas.

Ainsi, la prestation très superficielle de Roselyne Bachelot se disant engagée dans ce combat. Pourtant, quand elle était ministre, elle n'a jamais rien fait contre ce fléau et a donné son aval à

toutes les restrictions budgétaires. Mais personne pour la mettre face à ses contradictions et pour lui poser une question de fond : « Comment défendre aujourd'hui une politique ambitieuse de prévention, de réinsertion sans déga-ger les moyens humains et matériels pour le faire? »

Ensuite, les propos tenus par Maud Olivier, députée socialiste, responsable du groupe de travail à l'Assemblée nationale en charge de l'élaboration de la proposition de loi sur la prostitution. En effet, elle a totalement dédouané la ministre aux Droits des femmes, affirmant que l'initiative devait venir du Parlement. Quant à l'ambition affichée et aux moyens à mettre en œuvre, ils étaient bien modestes !

En conclusion, il était très important que nous soyons présents à cette initiative. Il m'apparaît urgent de travailler nos propositions et notamment celles qui concernent la pénalisation du client. En effet, il ne s'agit pas pour nous de remplir les prisons de clients des prostitué-e-s, mais de créer les conditions d'une prise de conscience de ce qu'est la prostitution, une violence inouïe, une marchandisation des corps. À partir de ce constat, il s'agit de poser l'interdit et d'élaborer des mesures pour le faire respecter (stages de sensibilisation, amendes...)

Cette question nous est posée, mais elle l'est également à l'ensemble des abolitionnistes. En effet, il est urgent de nous mettre d'accord si nous voulons atteindre un consensus nous permettant enfin de faire voter une loi globale et cohérente contre la prostitution.

Laurence Cohen

Sous la direction de Laurence Cohen

# Et si les femmes révolutionnaient le travail ?

*Auditions de la Fondation Gabriel Péri*

MAI-DÉCEMBRE 2012

Un ouvrage qui porte sur les inégalités professionnelles. Il repose sur l'engagement d'un groupe de travail issu de la commission nationale « Droits des femmes/féminisme » et de la Fondation Gabriel Péri.

Les inégalités professionnelles que subissent les femmes sont loin d'être marginales et elles se retrouvent à tous les niveaux de la société, notamment dans la sphère professionnelle et sont particulièrement justifiées par le rôle social qui leur est attribué .

Les différentes auditions nous éclairent sur le mécanisme bien rodé des inégalités femmes/hommes et démontrent du même coup que toutes améliorations des conditions de vie des femmes, dans l'entreprise, dans le foyer, comme dans la sphère publique et politique, sont porteuses de changement pour la société toute entière.

**cette brochure est donc une aide précieuse dans les actions que nous avons à décider elle est à votre disposition, n'hésitez pas à en prendre connaissance**

**eackermann@pcf.fr**



# AGENDA

**5 mai**

Marche citoyenne contre l'austérité et pour la VI<sup>e</sup> République

**21 mai**

Conférence de presse *Marche des femmes contre l'austérité*

**25-26 mai**

Réunion du Conseil national

**9 juin**

Marche des femmes contre l'austérité  
manifestation de rue : *Les femmes (re)prennent les Tuileries*

## Tee-shirts *Égalité*

Il y en a encore.

N'en pas doutons pas, de nombreux rassemblements sont appelés à se dérouler pour riposter à la politique du gouvernement.

Porter le tee-shirt *Égalité* peut être un bon moyen de rendre visible le combat pour l'égalité des femmes et des hommes au sein du mouvement social.

Vous pouvez passer vos commandes auprès d'Élisabeth Ackermann  
au 01 40 40 12 27 ou eackermann@pcf.fr

---

## BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

**Fédération :** \_\_\_\_\_  
nom et adresse

**Camarade qui passe commande :** \_\_\_\_\_  
nom et prénom, téléphone

nombre

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = \_\_\_\_\_

**Total commande :** \_\_\_\_\_

**ci-joint :** règlement \_\_\_\_\_